

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Coronavirus • (Page 08)

Après une bonne année 2020, Zoom veut rester central en 2021

Propulsé au centre de la vie quotidienne en 2020, Zoom espère surfer sur cette bonne vague en 2021 malgré ...

États-Unis

Boeing écope d'une amende de 6,6 millions

Pour manquement à la sécurité, l'avionneur américain a été condamné à payer une lourde ... • (Page 08)

Secteur informel au Togo

Sécurité sociale pour 3,3 millions de travailleurs

• (Page 03)

• Ingrid Awadé, DG / CNSS



Investissement

ARISE IS devient actionnaire d'Aera Group

• (Page 05)

CCIT

Suspension de la délivrance des cartes de ressortissants

Quelques mois après la mutation à la tête de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) ... • (Page 02)

Région des Savanes

L'ANADEB élabore une stratégie de collaboration avec les mairies

Après les étapes des régions Maritime, Plateaux, Centrale et Kara, L'Agence nationale d'appui au développement à la base ... • (Page 04)

Afrique

Une nouvelle maison pour l'actualité statistique

Le Centre africain pour la statistique (CAS) lance un nouveau look du bulletin africain d'information ... • (Page 06)

ARCEP

« Plus rien ne sera comme avant... »

S'il y a de ces institutions de la République qui font ces derniers temps, la part belle aux Togolais, ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setifto.go.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Développement à la base

Descente du Premier ministre dans la Région des Savanes

Au contact des populations, plusieurs activités ont meublé la visite du Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, et sa délégation dans la région des Savanes le weekend écoulé.



• Nicole ESSO

Le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé a échangé à Namaré avec les bénéficiaires du programme de filets sociaux et services de base (FSB). Les bénéficiaires ont mis en exergue l'apport d'un tel programme : « Ces transferts monétaires nous permettent de subvenir à certains de nos besoins en ce qui concerne la santé, l'éducation, le commerce et l'entrepreneuriat. Et nous remercions beaucoup Mme le

Premier Ministre et nous demandons que cela soit continué », a dit Gougnani Mane-leng, président des jeunes du village de Namaré. Mme le Premier Ministre a ensuite visité le complexe artisanal de Dapaong logé au sein des affaires sociales de la ville. Ce centre inclusif, accueille et forme des jeunes avec handicap moteur, auditif, visuel ou intellectuel aux métiers de tisserand des pagnes traditionnels pour leur assurer une autonomisation à travers l'insertion professionnelle. À

Loco Tigou dans la préfecture de Tandjouaré, c'est un jeune entrepreneur qui inspire admiration. Tchakondo Abdoul Kabirou est spécialisé dans la transformation du fruit de rônier (rone) en jus de rone appelé jus « Juro » aux multiples vertus. L'entreprise Juro SARL-U a bénéficié de l'appui de l'État à travers le MIFA SA, le PASA et le FAIEJ. Enfin, Mme le Premier Ministre a échangé avec les forces vives de la préfecture de Tône. Elle a mis en exergue la nécessité de promouvoir la culture de la paix et de collaborer avec les forces de défense et de sécurité afin de faire échec à la menace terroriste. Elle a ensuite présenté les ambitions de la vision du Président de la République telle que contenue dans la feuille de route 2020-2025. Le message était simple : rester mobilisés ensemble pour remporter encore plus de victoire sur la pauvreté.

CCIT

Suspension de la délivrance des cartes de ressortissants

Quelques mois après la mutation à la tête de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) actée par le remplacement de Germain Mèba Esohoua par Nathalie Bitho, alors que l'institution était en proie à une crise, on apprend que la délivrance des cartes de ressortissants de la Chambre consulaire est suspendue.

La mesure est liée aux réformes en cours visant à ramener la sérénité parmi les hommes d'affaire et dans leurs rapports avec cette institution qui joue le rôle d'interface entre le secteur privé et les pouvoirs publics. « Dans le cadre des réformes engagées, le traitement des demandes de délivrance de cartes de ressortissants de la CCIT est suspendu jusqu'à nouvel ordre », informe la présidente de la Délégation Spéciale Consulaire via un communiqué rendu public. En rappel, Nathalie Bitho a un



délai de six mois pour organiser les élections au niveau de la chambre, en prenant le soin de mettre en place de nouveaux organes. « Il faudra regarder les textes, ne pas ignorer qu'il y a des normes

internationalement admises qu'il faudrait insuffler au niveau de la chambre, et mettre en place des organes forts », avait-elle déclaré, à sa prise de fonctions.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS ...

Remédier au manque d'expérience...

Nul n'ignore que la commande publique constitue une niche d'opportunités pour les entreprises notamment, le secteur privé, les PME/PMI. Ces derniers d'ailleurs monopolisent l'attention des autorités togolaises qui n'hésitent pas à réserver une marge aux jeunes entrepreneurs. 25% des marchés publics sont réservés aux jeunes au Togo. Mais il est difficile pour ces jeunes entrepreneurs de conquérir la part de marché qui leur est réservée.

Faute d'expérience, nombreux de ces jeunes abdiquent et ne profitent pas de ces opportunités que leur offre la commande publique.

Afin d'y remédier, une formation est organisée du 1er mars au 1er juin et s'adresse aux jeunes entrepreneurs inscrits sur le site de la direction nationale de contrôle des marchés Publics (DNCMP). Les sessions seront assurées par l'Institut africain de la commande publique en partenariat avec le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et de la direction nationale de contrôle des marchés publics (DNCMP). Initiative louable.

Car, la commande publique impose à tous les acheteurs des règles à respecter, et ce en vue de trois objectifs principaux à savoir garantir un bon rapport qualité/prix, lutter contre la corruption et assurer la transparence et la mise en concurrence. Pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures et de services, un organisme public doit conclure un marché public avec un fournisseur ou un entrepreneur. Les règles qui s'appliquent à ces contrats sont définies par la législation relative aux marchés publics.

Un marché public est un contrat administratif conclu à titre onéreux entre un organisme public et un fournisseur ou un prestataire pour répondre aux besoins d'un organisme public en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Au Togo, la direction nationale de contrôle des marchés Publics (DNCMP) a donc vu juste en renforçant la capacité des jeunes entrepreneurs.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Srnig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Secteur informel au Togo

Sécurité sociale pour 3,3 millions de travailleurs

Le gouvernement togolais avec le soutien des partenaires techniques et financiers a procédé au lancement officiel du projet d'appui à l'extension de la sécurité sociale ce jeudi 25 février 2021 à Lomé. Un projet qui devrait aboutir à une sécurité sociale pour 3,34 millions de travailleurs de l'économie informelle.

• Bernard AFAWOUBO

En vue d'assurer à terme à tous les ménages, des conditions idoines d'une vie décente leur permettant de faire face à toute forme de vulnérabilités, le gouvernement togolais avec le soutien des partenaires techniques et financiers notamment l'Union Européenne (UE) et le Bureau international du travail (BIT) a procédé au lancement officiel du projet d'appui à l'extension de la sécurité sociale ce jeudi 25 février 2021 à Lomé. Pilotée par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (CNSS), l'extension de la sécurité sociale en faveur des acteurs de l'économie informelle constitue un défi pour le gouvernement. Cette initiative cible une frange importante de la population togolaise très active non négligeable, dont 52,7% de femmes. Aussi, elle vient élargir une fois de plus le champ d'intervention de la CNSS en ce qui concerne les prestations qu'elle offre.



• Ingrid Awadé, DG / CNSS

Ainsi 3,34 millions de travailleurs de l'économie informelle vont désormais bénéficier d'une protection sociale au Togo. Selon Gilbert Bawara, Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social, ce projet s'inscrit dans le cadre des nombreuses actions, mesures et réformes structurantes en cours de consolidation par le gouvernement en conformité avec les objectifs et priorités

du Plan national de développement (PND) et de la feuille de route du Gouvernement 2020-2025. « L'objectif de ces actions, mesures et réformes est d'assurer à chaque togolais, la garantie d'accès aux mécanismes de protection sociale les plus appropriés. La mise en place de divers autres projets et programmes de gratuité au profit des personnes les plus vulnérables, s'inscrivent dans cette

volonté réaffirmée du Chef de l'Etat d'offrir de manière progressive, maîtrisée et pérenne, une couverture maladie à tous les citoyens de notre pays. Il en a ainsi, entre autre, du programme School-Assur au profit des écoliers et élèves, de nouveau code de travail qui instaure des mécanismes innovants de protection sociale des travailleurs du secteur privé, notamment par l'assurance obligatoire,

la réforme en cours du système d'assurance maladie fondée sur les principes de solidarité nationale, d'équité, de mutualisation des risques, de responsabilité individuelle et collective et du projet de mise en place d'un registre social unique » a indiqué Gilbert Bawara. « Les études ont permis de doter la CNSS d'une cartographie des organisations exerçant dans l'économie formelle, ce qui a servi à mieux connaître cette cible et à connaître leur pouvoir contributif. C'est ce travail qui a permis à la CNSS de concevoir un projet de couverture du risque vieillesse pour tous » a précisé Ingrid Awadé, Directrice générale de la CNSS. « Assurer un système de sécurité sociale pour tous veut dire donner accès aux soins médicaux et garantir un revenu, en particulier en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, d'accident, de maternité ou de disparition du soutien de famille. Dans toute démocratie, les principes de jus-

tice, solidarité, égalité, non-discrimination et pluralisme sont les valeurs fondamentales que nous défendons », a déclaré Sergio Marinelli. A terme, le projet ambitionne dans un délai, le développement d'une base de données nécessaire pour la détermination des paramètres techniques et financiers permettant l'élaboration de produits de sécurité sociale convenables et accessibles aux travailleurs de l'économie informelle. Il s'inscrit également dans le programme par pays de promotion du travail décent signé entre le gouvernement togolais et le BIT en septembre 2018 pour la période 2019-2022. Pour rappel, depuis 2011, le législateur a octroyé aux travailleurs indépendants, l'opportunité d'avoir une couverture sociale, les travailleurs salariés régis par le code du travail étant les seuls bénéficiaires au paravent.

OMC

Première journée de travail pour Ngozi Okonjo-Iweala

La part de l'Afrique n'a cessé de baisser dans le commerce mondial depuis l'avènement de l'OMC et se réduit aujourd'hui à 2,5 %. Dans ce contexte, le mandat historique de la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, à la tête de l'organisation, est porteur d'un espoir de renouveau sur le continent.

Début sur les chapeaux de roues pour Ngozi Okonjo-Iweala (photo), à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), lundi 1er mars. La surpêche s'est invitée à cette première, avec l'initiative d'une coalition d'ONG qui a érigé devant le siège une sculpture visant à dénoncer le phénomène. « Nous avons vraiment le sentiment que la surpêche, la surcapacité et la pêche illégale sont des facteurs qui nuisent à la durabilité », a déclaré la nouvelle patronne de l'OMC, avant d'appeler à achever les négociations sur ce dossier, qui sont au point mort depuis de longues années. La surpêche,

un sujet brûlant, surtout pour l'Afrique qui subit les effets dévastateurs de la pêche industrielle européenne et asiatique et qui voudrait en attendre un peu plus du mandat historique d'une Africaine à la tête de l'institution basée à Genève. Pour cause, les économies du continent réclament aujourd'hui des règles commerciales plus équitables. Malgré le volume croissant des échanges, l'Afrique ne tire pas grand avantage de la libéralisation du commerce international. La part continentale dans le commerce mondial a chuté de 4,4 % en 1970, à 2,5 %, selon des chiffres évoqués par Benedict Oramah, pré-



sident d'Afreximbank. Sur le banc des accusés, pêle-mêle, sont mis en cause : la persistance des barrières à l'exportation, vers les économies développées, des produits finis et qui freine la capacité de l'Afrique à progresser dans les chaînes de

valeur ; le changement des règles qui ont profité aux économies industrialisées* ; les subventions agricoles des pays industrialisés au détriment des millions de petits paysans africains, etc. Malgré ces problèmes, l'Afrique avec son secteur privé dy-

namique devient un acteur commercial mature et attend de la nouvelle patronne de l'OMC, la mise en œuvre de réformes qui aboutissent à un système mondial plus juste qui permette au continent de libérer tout son potentiel. En effet, même si elles sont très peu promues et n'ont qu'une valeur cosmétique dans le système actuel, les règles dérogatoires pour les pays en développement qui doivent encore préparer leurs économies à la concurrence internationale, n'en existent pas moins. Une gouvernance volontariste d'une direction soucieuse d'une insertion bénéfique de l'Afrique dans le commerce mondial

n'aurait donc pas à redessiner un autre cadre, mais à redéfinir les priorités. Si la Zlecaf porte les espoirs d'un commerce africain plus florissant, les nombreux accords signés séparément par les pays africains ou dans le cadre des blocs régionaux avec les nations industrialisées font craindre un grand désabusement si les règles du commerce mondial ne changent pas. Première femme et premier dirigeant africain de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala doit faire la preuve qu'elle y vient véritablement avec « une nouvelle paire d'yeux pour jeter un nouveau regard », comme elle l'a déclaré récemment.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Conseil économique et Social

Vers l'adhésion du Togo à l'UCESA

Une délégation de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique (UCESA) a eu une journée de travail avec le Conseil Economique et Social (CES) du Togo ce 1er mars 2021 à Lomé sur le processus d'opérationnalisation du Conseil Economique et Social.



• Le présidium au cours de la séance de travail

• Bernard AFAWUBO

Dans le cadre de l'accompagnement du processus d'opérationnalisation du Conseil Economique et Social et à la formalisation de l'adhésion du Togo à l'UCESA, une délégation marocaine conduite par M. Younes Benakki, secrétaire général du CESE du Maroc a effectué une visite de travail au Togo. Au cours de cette visite, la délégation a eu une journée de travail avec le Conseil Economique et Social (CES) du Togo. Il a été question au cours des travaux de faire une présentation du CESE du Maroc et de l'UCESA ; de définir les modalités d'accompagnement pour opérationnaliser le CES Togo et de formaliser la demande d'adhésion du CES Togo à l'UCESA. Selon M. Massia Eninam Christian Trimua, Ministre des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des Relations avec les Institutions de la République, porte-parole du gouvernement, l'opérationnalisation du Conseil Economique et social prévue par les articles 132 à 136 de la Constitution est une nécessité pour promouvoir une gouvernance de transparence. « Des initiatives ont été prises en vue de l'opérationnalisation du Conseil économique et social. Il s'agit entre autres de la rédaction des textes d'application prévues par la loi organique sur le Conseil économique et social, notamment le décret fixant les attributions, l'organisation et

le fonctionnement de ses services administratifs ; l'identification et l'aménagement du siège provisoire ; l'élaboration et l'intégration du budget de fonctionnement de l'institution dans la loi de finances 2020 et l'organisation d'une mission interministérielle d'imprégnation auprès du Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC) de la République de la Côte d'Ivoire » a-t-il indiqué. « Par ailleurs, les dispositions ont été prises pour la centralisation des propositions des personnalités en vue de la nomination des membres du CES et, au jour d'aujourd'hui, le processus de désignation des conseillers économiques et sociaux est bien avancé », a-t-il martelé. Le ministre Trimua a profité de cette opportunité pour présenter ses vifs remerciements au président de la République et saluer son leadership, sa vision éclairée et son attachement aux réformes et à la modernisation des institutions.

Le Togo va jouer un rôle stratégique

Pour sa part, le secrétaire général du CESE du Maroc



• Photo de famille

et de l'UCESA, a indiqué que le CES du Togo est amené à jouer un rôle stratégique, notamment en apportant une contribution substantielle à la consolidation du dialogue social, de la démocratie participative, du plaidoyer et ce, en collaboration active avec le gouvernement et le parlement notamment pour construire des avis sur les sujets de sa compétence et aussi dans le processus d'élaboration des lois. « Avec l'adhésion du CES Togo à l'UCESA, nous sommes assurés que nos actions seront complémentaires dans l'espace sous-régional de l'UEMOA et d'une manière plus globale à l'échelle continentale. Ensemble, nous pourrions œuvrer à faire entendre la voix des citoyens africains sur nos priorités dans les domaines économique, social et environnemental, et ce grâce aux activités menées par l'UCESA au niveau continental et international », a-t-il signifié. Pour rappel, l'UCESA créée en 1994 est une organisation régionale qui rassemble 19 conseils économiques et sociaux du continent africain. Il a pour mission de mettre en œuvre une dynamique en vue d'une implication effective des conseils économiques et sociaux et d'institutions similaires dans le processus d'intégration africaine, en œuvrant au rapprochement entre les pays africains pour la constitution d'entités économiques et sociales cohérentes et viables.

Région des Savanes

L'ANADEB élabore une stratégie de collaboration avec les mairies

Après les étapes des régions Maritime, Plateaux, Centrale et Kara, L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) est en atelier régional d'élaboration de la stratégie de collaboration avec les mairies de la région des Savanes ce 27 février 2021 à l'hôtel Dapaong.

Cet atelier qui vise à échanger et à élaborer de façon participative, la stratégie de collaboration autour des actions du secteur du développement à la base, sans préjudice pour les actions d'intérêt local et pour les orientations nationales en matière de développement à la base, regroupe les sept (7) préfets et les seize (16) maires de la région des Savanes, les représentants du ministère chargé du développement à la base, du ministère chargé de l'administration territoriale, le consultant chargé de l'élaboration de la stratégie de collaboration entre l'ANADEB et les communes, et des responsables et représentants des Organisations de la société civile. En effet, les élections municipales du 30 juin 2019 ont abouti à la mise en place des communes qui sont aujourd'hui des entités devant entreprendre, guider et soutenir des actions de développement de leurs



• Le présidium à l'ouverture des travaux

ressors territoriaux. Cette nouvelle donne implique le partage d'information avec les nouveaux maires élus afin de les éclairer davantage non seulement dans l'élaboration de leurs plans de développement communaux, mais aussi et surtout leur permettre de mieux accompagner la planification à la base, la mise en œuvre, le suivi et la

gestion des réalisations dans les localités de leurs ressorts territoriaux selon l'approche Développement conduit par les communautés (DCC). A ces impératifs, ils devront être aguerris aux rôles et responsabilités qui sont les leurs dans le développement de leurs communes.

Avec Anadeb

Joint-venture SBNA

Un ancien d'Ecobank aux commandes

SouthBridge Investments (SBI) et New African Capital Partners (NACP) ont annoncé ce lundi 1er mars, le lancement de leur joint-venture dénommée SBNA. La structure sera pilotée par l'Ivoirien Charles Kié, CEO et cofondateur de New African Capital Partners, par ailleurs ancien cadre de Citibank, de Banque Atlantique, de l'AFC (Africa Finance Corporation) et d'Ecobank dont il a dirigé la filiale nigérienne.

Selon un communiqué de l'institution, SBNA agira comme un « fonds de capital permanent » avec pour mission d'attirer les investisseurs ayant une vision à long terme pour l'Afrique. La joint-venture, indique-t-on, veut s'investir dans le futur du continent en mobilisant des « capitaux longs » et en se concentrant notamment sur la FinTech, l'intégration du secteur financier, la microfinance et la mésofinance. « Le secteur financier reste d'une importance capitale pour le

développement du continent. Les capitaux à long terme, la modernisation et l'engagement des investisseurs sont essentiels à la transformation de l'un des marchés bancaires les plus prometteurs au monde », lit-on dans le communiqué de presse. Constituée en 2020, SouthBridge Investments (SBI) est la branche d'investissement du groupe SouthBridge – de l'ancien premier ministre béninois Lionel Zinsou et du Rwandais Donald Kaberuka, l'ex-président de la Banque

africaine de développement – qui a conseillé le Togo dans les transactions concernant la cession de la Nouvelle Société cotonnière du Togo (NSCT) et de la Plateforme industrielle intégrée d'Adédikopé (PIA), respectivement avec le Singapourien Olam, et sa filiale Arise Special Economic Zone. Deux transactions ayant porté sur un montant total de 234,4 millions d'euros (environ 154 milliards de FCFA).

Avec togobusinessnews.com

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Investissement

ARISE IS devient actionnaire d'Aera Group

ARISE Infrastructure Services (ARISE IS), développeur et opérateur panafricain d'infrastructures, et Aera Group, leader de l'ingénierie finance climat en Afrique, annoncent, mardi 02 mars 2021, l'investissement d'ARISE IS dans Aera Group par l'acquisition de 35% des parts de la société sur la base d'une évaluation de 28,5 millions d'euros.

**COMMUNIQUE DE PRESSE****ARISE IS devient actionnaire d'Aera Group**

2 mars 2021 – ARISE Infrastructure Services (ARISE IS), développeur et opérateur panafricain d'infrastructures, et Aera Group, leader de l'ingénierie finance climat en Afrique, sont heureux d'annoncer l'investissement d'ARISE IS dans Aera Group par l'acquisition de 35% des parts de la société sur la base d'une évaluation de 28,5 millions d'euros.

Avec cette transaction, ARISE IS confirme son ambition de remédier au manque d'infrastructures en Afrique en s'engageant pour une croissance verte, grâce à des solutions innovantes qui soutiennent un développement économique responsable. Cet investissement stratégique est une étape déterminante pour ARISE IS qui vise la neutralisation des émissions de carbone dans ses projets. Alors que la société accélère ses efforts pour une industrialisation durable de l'Afrique, ce nouveau partenariat permettra de s'assurer que toutes ses activités, y compris les zones industrielles du Gabon, du Togo et du Bénin, atteignent la neutralité carbone et aient un impact positif sur le climat.

Aera Group vise l'acquisition de 50 MT d'équivalent de réduction des émissions de CO2 en 2021 pour consolider son portefeuille, le plus important à ce jour en Afrique pour les certificats environnementaux (39 projets contractés dans 16 pays). La société a également annoncé une extension de ses lignes commerciales pour couvrir la production d'énergie renouvelable, la protection de la biodiversité et les produits liés aux avantages de l'eau.

**Fabrice Le Saché, Président of Aera Group**

« Cet accord est une reconnaissance du palmarès d'Aera dans le domaine de la création et du commerce de certificats environnementaux en Afrique. Au cours des cinq dernières années, nous avons réalisé un certain nombre de performances sans précédent - du nombre record de projets climatiques enregistrés dans le cadre de la certification carbone au volume record de certificats de réduction des émissions de CO2 échangés. Avec ARISE IS, nous partageons une vision commune à long terme sur les opportunités liées à la neutralité carbone. Les certificats environnementaux peuvent débloquer des financements massifs pour intensifier l'action en faveur du climat. Le climat a besoin de financement et c'est ce sur quoi nous nous concentrons chez Aera. »

**Gagan Gupta, co-fondateur d'ARISE IS**

« En offrant des solutions qui répondent aux défis rencontrés par les gouvernements, tout en créant des opportunités partagées sur tous nos marchés, ARISE IS est devenu un partenaire de confiance pour une croissance durable. Nous franchissons une étape supplémentaire avec cette transaction qui reflète les valeurs que nous défendons. Nous sommes profondément engagés à apporter une forte valeur ajoutée à tous nos partenaires africains en certifiant et en monétisant leurs actifs environnementaux. Dans cette démarche, joindre nos forces à celles d'Aera est une étape importante car leur expertise et leurs réalisations sont en phase avec nos investissements, notre stratégie et notre vision. »

À propos d'ARISE IS

ARISE IS conçoit, finance, construit et gère des projets d'infrastructure à grande échelle qui répondent à des besoins critiques de développement en Afrique. ARISE IS est une joint-venture de l'Africa Finance Corporation (AFC) et d'Olam International Ltd. En s'engageant à un impact climatique net zéro, ARISE IS fournit des infrastructures durables et sur mesure pour soutenir l'urbanisation rapide de l'Afrique et stimuler le commerce régional. Avec plusieurs investissements en cours au Gabon et au Togo, ARISE IS a une forte présence en Afrique de l'Ouest.

À propos d'Aera Group

Aera est la principale société commerciale indépendante dédiée aux certificats environnementaux en Afrique. Aera a été fondée en 2015 en tant qu'initiateur et négociant de certificats de réduction des émissions de CO2 (également appelés crédits carbone). Depuis 2015, nous avons mis en place de nombreuses réalisations révolutionnaires. Nous avons enregistré le nombre record de projets africains dans le cadre du Verra VCS, du Gold Standard et du MDP de la CCNUCC. Nous avons été les pionniers du commerce du carbone dans 11 pays, nous avons réalisé avec succès le plus grand nombre d'émissions de crédits carbone et nous avons élaboré certaines des transactions les plus innovantes sur le continent. À ce jour, nous possédons le premier portefeuille africain de certificats de réduction des émissions de CO2 couvrant toutes les catégories de produits (VCU, GS-VER, CER) et de technologies (énergies renouvelables, efficacité énergétique ou traitement des déchets...) sur le continent.

Aera at glance	
Turnover (2020)	5,9 M€
Net result (2020)	1.3 M€
Aera Valuation	28.5 M€
Employees	12
Shareholders	65% founders/management 35% Arise International (JV formed by OLAM and Africa Finance Corporation)
Head Office	Paris
Established in	2015
Registration Number	812 807 329 00014

Téléchargez la présentation de la société :

Site Internet : www.aera-group.fr

Twitter : https://twitter.com/aera_group?lang=fr

Afrique

Une nouvelle maison pour l'actualité statistique

Le Centre africain pour la statistique (CAS) lance un nouveau look du bulletin africain d'information statistique, qui sera une plaque tournante pour les nouvelles et événements liés aux statistiques et données à travers le continent.



● Joël YANCLO

Le CAS fait partie de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies. Le bulletin d'information du CAS sous forme de PDF est imprimable depuis plus de 12 ans. Maintenant le contenu est mis en ligne, ce qui lui permet de publier plus rapidement et dans un format plus accessible. Le nouveau site sera le foyer des nouvelles et événements statistiques en Afrique et le meilleur endroit à visiter pour se tenir informé des dernières études, innovations et opportunités de développement professionnel dans le domaine statistique. Il continuera à jouer le rôle de plate-forme pour le partage des connaissances et des informations sur les méthodologies statistiques et leur application pour résoudre des problèmes pratiques - en utilisant la puissance des données pour améliorer la vie à travers le continent. M. Oliver Chinganya, Directeur du Centre africain pour la Statistique a dit : « Nous sommes ravis de lancer la nouvelle version numérique du Bulletin

africain d'information statistique dans le cadre du programme de modernisation du Centre africain pour la statistique, modernisation dictée par la pandémie COVID-19.

« Le nouveau bulletin africain d'information statistique aidera à nous assurer que le contenu est plus accessible à nos lecteurs, car vous pourrez désormais le lire sur votre ordinateur, téléphone ou tablette partout où vous avez l'internet. » Une version PDF imprimable sera toujours disponible - mais à mesure que de plus en plus de personnes choisiront de lire en ligne, elle sera finalement délaissée. Les fichiers PDF seront publiés dans leur propre section sur la page d'accueil du nouveau site Web où ils pourront être téléchargés.

À propos du CAS

Le CAS fait partie de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). La mission principale du centre est de permettre aux systèmes statistiques nationaux en Afrique de produire des statistiques, des données et des informations géospatiales de

haute qualité pour éclairer une prise de décision solide et factuelle à l'appui du développement durable et des priorités régionales et nationales.

À propos de la CEA

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) joue un double rôle en tant qu'organisme régional de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et en tant que partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique. Composée de 54 États membres, la CEA est bien placée pour contribuer spécifiquement à la recherche de solutions aux défis de développement du continent. Créée en 1958 par le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies, la CEA est l'une des cinq commissions régionales et a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.

Numérique

La FAO s'engage à généraliser le mode de transfert financier direct

Franchissant une nouvelle étape vers l'avènement d'une «FAO numérique», l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'engage à augmenter de 50 pour cent ses transferts financiers numériques et ses remises de bons d'achat à leurs bénéficiaires. Dans le cadre de son adhésion à l'Alliance «Better Than Cash», la FAO s'engage également à étendre l'usage des paiements numériques à dix autres au moins de ses bureaux décentralisés. Le Directeur général M. Qu Dongyu a fixé ces objectifs ambitieux lors de l'adhésion officielle de la FAO à l'Alliance Better Than Cash.

L'Alliance, créée sous l'égide des Nations Unies, est un partenariat entre gouvernements, entreprises et organisations internationales dont la vocation est d'accélérer le passage du mode de règlement en espèces au mode de règlement numérique, afin de réaliser des économies et d'accroître la transparence et l'efficacité tout en réduisant la pauvreté et en favorisant une croissance inclusive. «Nous devons donner aux agriculteurs et à la population rurale les moyens de participer au monde numérique et

d'en tirer profit», a déclaré le Directeur général. «Ce partenariat illustre notre engagement à faire que personne ne soit laissé de côté. La forme numérique des liquidités ouvrira de nombreuses portes aux personnes exerçant des activités d'échelle modeste dans l'agroalimentaire et leur sera très bénéfique. C'est une voie royale vers la résilience.» «L'annonce que fait aujourd'hui la FAO marque un jalon dans l'évolution du secteur agricole des économies émergentes. Par son caractère visionnaire, cette décision de la FAO aura

pour effet de rendre plus rapidement disponibles les aides dont ont besoin des millions de petits exploitants agricoles, en toute sécurité et de manière plus transparente. Ce qui veut dire aussi que ces agriculteurs - parmi lesquels une forte proportion de femmes - auront accès à une gamme plus étendue de services connexes pour améliorer leurs moyens d'existence», a déclaré Mme Ruth Goodwin-Groen, Directrice générale de l'Alliance Better Than Cash.

Avec FAO

COVID-19

L'incroyable résilience des femmes africaines

La Banque mondiale et le Groupe AllAfrica Global Media, co-organisent le Lundi 8 Mars 2021 un panel virtuel sur le thème: « La COVID-19, Révélateur de l'Incredible Résilience des Femmes Africaines ».



Organisé dans le cadre de la Journée internationale de la Femme, ce webinaire va mettre en vitrine la formidable résilience des femmes africaines qui ont été les premières sur la ligne de front dans la lutte contre la COVID 19 dans le continent.

L'opportunité sera aussi de montrer que malgré la pandémie, les femmes d'Afrique de l'Ouest et Centrale, en particulier, ont fait preuve de détermination et de créativité malgré les conséquences sociales et économiques de la crise. Une résilience jugée « incroyable » du moment qu'en Afrique, les femmes courent un risque plus élevé de perdre leur source de revenus sans aucun filet de sécurité sociale vers lequel se tourner, car elles travaillent de manière disproportionnée dans le secteur informel et sont exclues des mesures de protection sociale. Une situation aggravée par la fermeture des écoles et des garderies qui a mis de nombreuses mères dans l'obligation de trouver un équilibre entre un emploi à temps plein et les responsabilités liées à la garde des enfants et à la scolarité, tout en consacrant une part disproportionnée de leur

temps à des activités domestiques non rémunérées. A cela s'ajoutent les inégalités pré-pandémiques qui mettent en évidence les énormes fossés socio-économiques qui existent dans la société africaine. Face à ce contexte, la Banque mondiale et le Groupe AllAfrica Global Media qui ont fait de l'autonomisation économique des femmes africaines un sacerdoce convient des sommités pour magnifier la résilience de cette couche sociale. A cet effet, ce panel virtuel verra M. Ousmane Diagana, Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, présenter les priorités de la Banque pour les femmes et expliquer comment l'institution internationale réfléchit au monde de demain, à l'après pandémie. Dans une tribune publiée dans la presse internationale, M. Diagana invite à la réflexion sur « Comment gérer l'urgence actuelle causée par la pandémie tout en prévenant les conflits et en luttant contre l'exclusion ? En investissant dans la protection sociale et la sécurité alimentaire, surtout dans les zones les plus critiques, pour atteindre les populations les plus vulnérables, notam-

ment les déplacés internes, les femmes et les jeunes ». L'occasion sera également donnée à Dr Aissatou Sophie Gladima, Ministre du Pétrole et des Energies du Sénégal et des Energies du Sénégal de partager son expérience en tant que femme leader. Mme le ministre va partager le panel avec Hind Oumarou Ibrahim, activiste tchadienne pour l'environnement et géographe, Djaili Amadou Amal, écrivaine camerounaise engagée contre les discriminations sociales et la condition de la femme dans le Sahel et Rabiou Harouna Moussa ingénieur informaticienne et co-fondatrice de WO'MEN Dev. La jeune doctorante en médecine bucco-dentaire à la Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales de l'Université de Yaoundé 1, Eliane Aurelie Mbende va intervenir à travers une vidéo interview qui sera diffusée lors du panel. Ce webinaire organisé en collaboration entre la Banque mondiale et AllAfrica Global Media sera clôturé en beauté par le groupe BANLIEU'ZART qui rendra hommage aux jeunes filles et femmes du continent.

Avec financialafrik.com

Zone Euro

La Chine supplante les USA en devenant le premier partenaire commercial

Alors vice-président, Joe Biden fait des gestes en direction du président chinois Xi Jinping et de son épouse Peng Liyuan lors d'une cérémonie d'arrivée à Andrews Air Force Base, dans le Maryland, le jeudi 24 septembre 2015 (AP Photo/Carolyn Kaster).

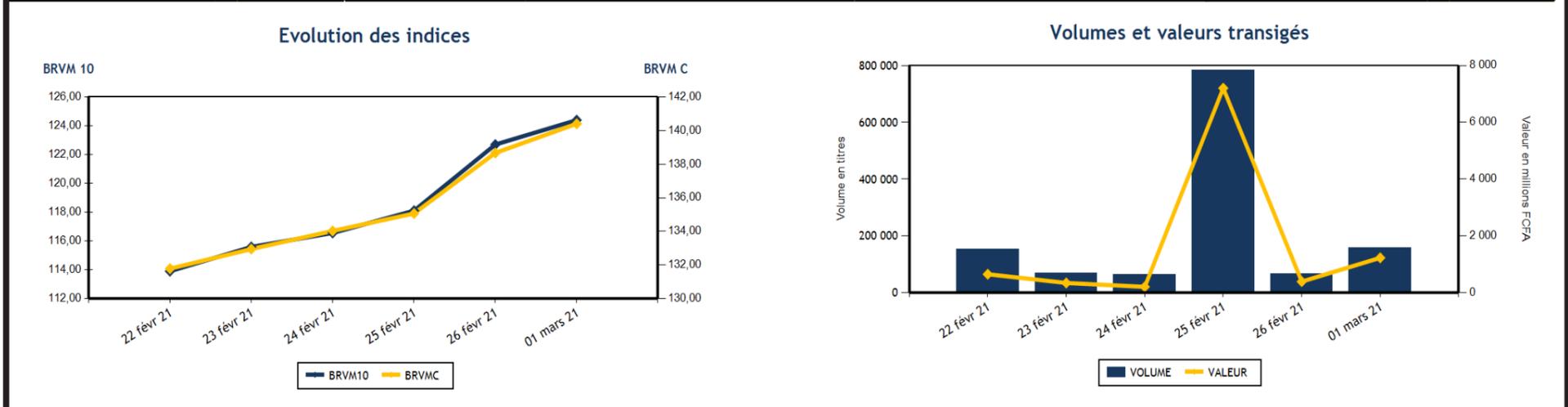
Pour la première fois de l'histoire, la Chine a dépassé les États-Unis en 2020 en tant que premier partenaire commercial de la zone euro. Selon les données de recherche analysées et publiées par Compro Acciones, les importations chinoises en provenance de la zone euro ont augmenté de 5,6% et les exportations de 2,2% en 2020. Les importations américaines, en

vanche, ont chuté de 13,2% alors que les exportations ont chuté de 8,2%. Sur la base des projections du FMI, le PIB de la Chine devrait croître de 8,1% en 2021 après sa croissance de 2,3% en 2020. D'ici 2022, le taux ralentira à 5,6%. L'Empire du Milieu fait moins que l'Inde attendue afficher la plus forte croissance du PIB en 2021 avec 11,5%, ce après une baisse de 8% en 2020.

En 2020, les biens exportés de la zone Euro valaient 2 130 milliards d'euros vers le reste du monde, en baisse de 9,2% par rapport à 2019. Les importations de la zone Euro ont chuté de 10,8% à 1 890 milliards d'euros au cours de la période, tandis que les échanges intra-zone euro ont chuté de 8,9%.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	124,41	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 41 lundi 1 mars 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	140,42
Variation Jour	↑ 1,39 %		Variation Jour	↑ 1,25 %
Variation annuelle	↓ -4,94 %		Variation annuelle	↓ -3,41 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 226 025 357 966	1,26 %
Volume échangé (Actions & Droits)	56 739	18,32 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	220 224 395	7,31 %
Nombre de titres transigés	31	-13,89 %
Nombre de titres en hausse	11	-42,11 %
Nombre de titres en baisse	6	0,00 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	3 500	5,26 %	-10,14 %
BICI CI (BICC)	4 500	5,14 %	-32,63 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 990	5,00 %	-3,86 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 100	3,80 %	10,96 %
CIE CI (CIEC)	1 450	3,57 %	-3,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 397 416 649 901	0,01 %
Volume échangé	101 051	437,71 %
Valeur transigée (FCFA)	1 010 511 200	438,29 %
Nombre de titres transigés	5	-54,55 %
Nombre de titres en hausse	1	-83,33 %
Nombre de titres en baisse	1	-66,67 %
Nombre de titres inchangés	3	50,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 225	-3,92 %	8,89 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 000	-3,38 %	0,00 %
SOGB CI (SOGC)	2 500	-1,77 %	6,38 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 430	-1,38 %	-11,18 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 670	-1,11 %	-1,11 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,54	-0,20 %	9,08 %	1 621	2 505 895	78,21
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	405,41	1,57 %	-1,23 %	16 961	104 947 675	9,00
BRVM - FINANCES	15	55,85	1,60 %	-6,90 %	27 963	103 120 760	6,39
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,00 %	-9,45 %	860	1 202 500	6,03
BRVM - AGRICULTURE	5	106,40	-0,60 %	22,95 %	1 390	2 827 700	8,88
BRVM - DISTRIBUTION	7	200,67	-0,09 %	-11,38 %	7 944	5 619 865	12,53
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	345,49	0,00 %	0,00 %	0	0	4,35
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,20	
Taux de rendement moyen du marché	7,95	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,33	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	88	
Volume moyen annuel par séance	170 136,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 105 978 706,63	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,51	
Ratio moyen de satisfaction	48,11	
Ratio moyen de tendance	3 192,91	
Ratio moyen de couverture	3,13	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,03	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


BENIN
 Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
 Avenue Charles de Gaulle Cotonou
 BP 2805 Cotonou
 Tél. : (229) 21 31 21 26
 Fax : (229) 21 31 20 77


BURKINA FASO
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 du Burkina Faso
 01 BP 820 Ouagadougou 01
 Tél. : (226) 25 30 87 73
 Fax : (226) 25 30 87 19


CÔTE D'IVOIRE
 Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
 Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
 01 BP 3822 Abidjan 01
 Tél. : (225) 20 31 55 90
 Fax : (225) 20 32 47 77


GUINÉE-BISSAU
 Chambre de Commerce, d'Industrie,
 d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau,
 Avenue Pasteur Nalima
 CP 88 Bissau
 Tél. : (463) 320 16 52 Fax : (463) 320 16 02


MALI
 Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handalaya
 B.P. E. 1360 - Bamako
 Tél. : (223) 44 98 18 10
 Fax : (223) 44 98 18 11


NIGER
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
 du Niger, Place de la coopération
 BP 13 200 Niamey
 Tél. : (227) 20 73 88 92
 Fax : (227) 20 73 88 47


SENEGAL
 7, rue Jean Mérimée
 BP 6806, Dakar - Fatick
 Tél. : (221) 33 821 15 18
 Fax : (221) 33 821 15 06


TOGO
 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
 Immeuble 022 Togo
 BP 3262 Lomé
 Tél. : (228) 22 81 23 16
 Fax : (228) 22 26 24 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Coronavirus

Après une bonne année 2020, Zoom veut rester central en 2021

Propulsé au centre de la vie quotidienne en 2020, Zoom espère surfer sur cette bonne vague en 2021 malgré l'amélioration des perspectives sanitaires.



• Le fondateur de Zoom, Eric Yuan, le 18 avril 2019 à New York. Getty Images via AFP

Zoom a fini en force une année qui l'a propulsé d'application de visioconférence à outil star de nos vies professionnelles, scolaires et sociales, une tendance de fond malgré l'amélioration des perspectives sanitaires en 2021. La société table en effet sur une croissance de 42% de son chiffre d'affaires pour l'année en cours, d'après son communiqué de résultats trimestriels paru lundi, malgré la probabilité que les vaccins contre le Covid-19 rendent l'éducation à distance et le télétravail moins nécessaires. De février 2020 à janvier 2021, Zoom a engrangé 2,65

milliards de dollars (2,43 milliards de francs) de revenus, soit 327% de plus que l'année précédente et gagné 672 millions (615 millions de francs) de bénéfice net (contre 25 millions en 2019-20). «Nous sommes honorés de notre rôle de partenaire privilégié et d'être un moteur pour l'environnement moderne du "travail depuis n'importe où"», a déclaré le patron Eric Yuan, cité dans le communiqué.

Enthousiasme à Wall Street

Les «réunions Zoom» et «apéros Zoom» font désormais partie de la vie quoti-

dienne de millions de personnes. Des fonctionnalités du logiciel, comme l'affichage en mosaïque des participants, ont été copiées par les géants de la Silicon Valley. Au dernier trimestre, pendant la saison des fêtes marquée par des reconfinements et des incitations à ne pas organiser de rassemblements, Zoom a réalisé 882 millions de dollars (807,5 millions de francs) de chiffre d'affaires (+369%) et 260 millions (238 millions de francs) de bénéfice net (contre 15 millions de novembre 2019 à janvier 2020). Fin janvier, le groupe comptait plus de 467'000 entreprises clientes avec plus de 10 employés. Le titre du groupe bondissait de près de 9% lors des échanges électroniques après la clôture de la Bourse. Les objectifs annoncés par Zoom jouent sans doute pour beaucoup dans l'enthousiasme de Wall Street: l'entreprise escompte entre 900 et 905 millions de dollars (entre 824 et 828 millions de francs) de chiffre d'affaires pour le trimestre en cours, et 3,7 milliards (3,4 milliards de francs) pour l'année.

(AFP)

États-Unis

Boeing écope d'une amende de 6,6 millions

Pour manquement à la sécurité, l'avionneur américain a été condamné à payer une lourde amende, jeudi.

Le gendarme américain de l'aviation, la FAA, a annoncé jeudi avoir infligé à Boeing une amende de 6,6 millions de dollars (5,97 millions de francs) pour divers manquements à la sécurité, dont 5,4 millions pour ne pas avoir mis en œuvre certaines conditions d'un accord datant de 2015. L'agence fédérale reproche aussi à des responsables de Boeing d'avoir exercé une pression excessive sur des employés effectuant des tâches au nom du régulateur dans son usine en Caroline du Sud, notamment lors d'une inspection d'un Boeing 787 «Dreamliner» en février 2020, détaille un communiqué. Des défauts de fabrication sur cet appareil ont été découverts à l'été, poussant le constructeur à retarder des livraisons. Pour Boeing, les pénalités annoncées jeudi «résolvent équitablement les sanctions civiles déjà annoncées tout en tenant compte des améliorations continues des processus de sécurité, de qualité et de conformité», selon un message transmis à l'AFP. Cette amende tombe au moment où un avion Boeing, le 777, fait les gros

titres après une avarie spectaculaire la semaine dernière à Denver. L'incident, qui n'a fait aucune victime humaine, a aussi braqué les projecteurs sur les relations entre l'avionneur et son principal régulateur.

Pression

Selon l'accord passé en 2015 avec la FAA, Boeing «s'était engagé à modifier ses processus internes pour améliorer et donner la priorité aux respects des normes réglementaires». Or le constructeur, qui avait déjà payé une amende de 12 millions de dollars à l'époque, «n'a pas atteint certains de ses objectifs», et «certains responsables de l'entreprise n'ont pas donné la priorité aux respects des règles de la FAA», estime le régulateur. «J'ai répété à maintes reprises aux dirigeants de Boeing que la société devait donner la priorité à la sécurité et au respect des normes», a relevé le patron de l'autorité, Steve Dickson, dans le communiqué. Selon un accord entre les autorités et le constructeur, des employés de Boeing peuvent par ailleurs, au nom de la FAA, procéder à l'ins-

pection des avions et émettre des certificats de navigabilité. Or entre novembre 2017 et juillet 2019, certains de ces employés étaient sous la direction de personnes non habilitées par la FAA. De plus, entre septembre 2018 et mai 2019, des employés ont été soumis à une pression induite de la part de cadres de Boeing, estime la FAA. Le constructeur a écopé d'une amende de 1,1 million de dollars pour ces manquements. Une autre pénalité, de 184'522 dollars, est liée plus spécifiquement à l'inspection du 787 de février 2020. La FAA, décrié pour son inaction dans la crise de deux accidents mortels du 737 MAX, est de nouveau sur la sellette après une avarie spectaculaire dans l'ouest des États-Unis d'un Boeing 777 équipé de moteurs Pratt & Whitney. L'autorité a révélé avoir envisagé d'imposer des inspections plus strictes sur ces moteurs après un incident sur un vol Japan Airlines fin 2020. Le ministère américain des Transports a aussi publié un rapport mercredi, suite aux accidents du 737 MAX, estimant que la FAA devait améliorer et renforcer ses inspections des nouveaux avions.

(AFP)

Economie

La bataille du streaming fait rage en Europe

Les offres de streaming vidéo se démultiplient. Les firmes américaines dominent le marché, mais les plateformes européennes n'ont pas dit leur dernier mot.



Les plateformes de streaming vidéo n'ont pas fini de se lancer en Europe, où les opérateurs américains dominent le marché face à des groupes européens éparpillés mais bien décidés à avoir leur part du gâteau en misant sur leurs spécificités. Après l'Amérique du Nord, l'Europe est le terrain de déploiement favori des grands acteurs américains du streaming vidéo par abonnement (SVOD). Le meneur de troupe: Netflix avec plus de 200 millions d'abonnés dans le monde dont 66,7 millions d'abonnés sur la zone Europe/Moyen-Orient/Afrique (EMEA) fin 2020. Il est talonné par le géant du divertissement Disney qui comptait sur la même période 146 millions d'abonnés dans le monde sur ses trois plateformes Disney+, Hulu et ESPN+ (sport). Un rapport de l'Observatoire européen de l'audiovisuel publié en février montre la prédominance des opérateurs américains dans l'Union européenne sur le marché du streaming vidéo par abonnement, estimé à 9,7 milliards d'euros en 2020.

L'offre est vaste

Dans la grande majorité des pays de l'UE, les plateformes américaines se classent dans les trois premiers en termes de part de marché en SVOD. Netflix arrive en tête dans 26 États membres sur 28, suivi la plupart du temps par Amazon prime video, Apple TV+, Disney+ ou HBO (propriété de WarnerMedia, filiale de l'opérateur telecom AT&T). Sans compter d'autres américains aux ambitions européennes comme NBCUniversal, qui vient de lancer sur le Vieux Continent Hayu, sa plateforme spéciale téléactivités américaines. Ou Via-

comCBS qui prépare l'arrivée de Paramount+ alors qu'il vient de lancer Pluto TV, plateforme de streaming vidéo gratuit avec publicité (AVOD). Ce format, dominé par le géant YouTube, est une autre tendance forte du streaming où les acteurs, financés par la publicité, sont tout aussi nombreux: les américains Tubi et Roku, le japonais Rakuten ou encore le français Molotov.

Plateformes nationales à l'identité forte

Face à cette déferlante, des acteurs nationaux de SVOD demeurent, arrivant même à rivaliser avec les mastodontes, particulièrement dans les pays à forte identité culturelle et linguistique. Parmi eux, la plateforme flamande Streamz en Belgique; la slovène Voyo dans son pays, en Roumanie et en Croatie; Ruutu+ en Finlande; TV2 Play au Danemark; Videoplay aux Pays-Bas; TIM Vision en Italie et Viaplay qui talonne Netflix au Danemark, en Suède et Finlande. Selon le rapport de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, ces opérateurs de SVOD se classaient en deuxième ou troisième position dans ces pays en 2020, en termes de part de marché. Pour affronter la concurrence, ils misent souvent sur une offre différenciée, parfois couplée avec des contenus sportifs. C'est le cas de Viaplay, plateforme du jeune groupe suédois de médias Nent, qui compte sur ses contenus exclusifs, notamment des polars nordiques, et son offre sportive pour s'exporter. Avec plus de 3 millions d'abonnés fin 2020, Viaplay, présent aussi en Islande, prévoit de se lancer dès mars dans les pays baltes, en Pologne en août

puis aux États-Unis en fin d'année. Cinq marchés supplémentaires devraient suivre d'ici 2023, assure Nent. Fin novembre, le groupe disait tabler sur quelque 10,5 millions d'abonnés Viaplay d'ici fin 2025, avec l'objectif affiché de «devenir le champion européen du streaming». Autres exemples: en Espagne, le groupe FlixOlé met en avant son catalogue fourni de films espagnols. Filmin, un rival catalan également producteur de contenus, joue la carte cinéophile avec une offre importante de films d'auteur et entend se développer au Portugal puis à l'international.

Chaînes et opérateurs historiques en ébullition

Crise sanitaire oblige, les chaînes de télévision et opérateurs nationaux ont dû pour leur part accélérer le renforcement de leur offre numérique pour accompagner l'explosion de la demande de streaming vidéo. Les télévisions ont aussi engagé de grandes manœuvres, souvent via des unions sacrées entre service public et chaînes privées: les britanniques BBC et ITV ont lancé fin 2019 leur plateforme commune BritBox, suivie à l'automne 2020 par leur cousine française Salto réunissant France Télévisions, TF1 et M6. Outre la mutualisation de moyens pour produire des contenus exclusifs (séries, documentaires, films, programmes) des opérateurs de média s'orientent aussi vers l'agrégation de contenus, à l'image de la plateforme myCanal du groupe français Canal+ (quelque 20 millions d'abonnés en France et dans le monde), qui regroupe des centaines de chaînes, du direct et du replay, des dizaines de milliers de contenus à la demande, des offres sur abonnement «maison» ou issues de partenaires comme OCS, Netflix, Disney+, beIN Sports.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Excellente journée pour effectuer des placements à moyen et à long terme. Grâce aux influx favorables de Pluton, vous aurez aussi la possibilité de réaliser une opération immobilière lucrative.

Taureau Vénus saura vous protéger sur le plan financier, voire même vous valoir un gain imprévu, qui vous permettra de vous offrir un cadeau dont vous rêvez depuis un bon moment. A moins que vous ne décidiez de garder cette somme pour gâter votre bien-aimé.

Gémeaux Bon équilibre financier, en principe. Les impacts planétaires de la journée devraient vous permettre d'améliorer légèrement vos revenus ou, tout au moins, de mieux organiser votre budget, ce qui vous permettra d'éviter certaines dépenses inutiles.

Cancer Contrairement à vos habitudes, vous ne serez guère disposé cette fois à gérer vos finances avec sagesse. Vous dépenserez beaucoup, et vous pourriez même tenter des placements audacieux, voire risqués. Malheureusement, cela ne vous réussira pas du tout. Aussi aurez-vous tout intérêt à retrouver au plus vite le chemin de la prudence. D'autant que des retards risquent de se produire dans les rentrées d'argent que vous escomptiez.

Lion Tous les natifs du signe qui se débattent avec des fins de mois difficiles devraient pouvoir commencer à rééquilibrer leurs comptes cette fois. L'arrivée de Jupiter, planète de chance, mais aussi planète d'argent, dans une position favorable pour vous, va en effet donner le top départ à une période plus facile sur le plan financier.

Vierge Pendant cette journée vous n'aurez pas que des satisfactions. Vos décisions seront contestées, et vous essuieriez quelques pertes financières inattendues en dépit de votre intuition et aussi de la prudence avec laquelle vous gérez votre budget. Ne vous désolerez pas trop : dans la vie, il faut savoir non seulement gagner, mais aussi perdre.

Balance Sous l'impulsion de Vénus, vous risquez cette fois de vous montrer particulièrement déraisonnable. Vous refuserez de vous priver de ce dont vous avez envie. Vos finances prendront un sérieux coup.

Scorpion L'argent, comme c'est trop souvent le cas, sera aujourd'hui au centre de toutes vos préoccupations. Votre action peut se révéler féconde grâce à l'appui de Neptune. Cependant, ne vous laissez pas trop envahir par les considérations matérielles : prenez le temps de vivre, dès aujourd'hui même, quitte à gagner et à posséder moins.

Sagittaire Sur le plan matériel, les soucis vous seront épargnés. Il est vrai que vous saurez gérer votre budget avec beaucoup d'habileté, et régler efficacement les problèmes concrets. Et puis, vous n'hésitez pas à vous lancer dans des opérations financières audacieuses, tout en évitant de prendre des risques excessifs. Vous obtiendrez de beaux succès.

Capricorne Comme d'habitude, vous serez relativement bien protégé sur le plan matériel. Sachez apprécier votre privilège et prenez-le comme une compensation pour vos possibles déboires dans d'autres domaines de la vie. Ne persistez pas à dédaigner ce dont vous pouvez effectivement jouir en ce moment et à convoiter ce qui vous échappe encore. "Quand on n'a pas ce que l'on aime, il faut aimer ce que l'on a" (Bussy-Rabutin).

Verseau "Ai-je les reins assez solides pour me lancer dans un telle entreprise ? Pourrais-je m'en sortir sur le plan financier, sans avoir à me priver exagérément ?" Voilà les questions et d'autres du même genre que la planète Mercure vous obligera à vous poser aujourd'hui avant de vous laisser poursuivre tranquillement vos projets. Ne résistez pas à son action ; elle vous sera extrêmement utile.

Poissons Veillez à ne pas vous lancer dans des dépenses non indispensables, si petites soient-elles, car elles sont susceptibles en ce moment de déséquilibrer votre budget et de vous causer des soucis qui auraient pu être évités avec un peu de clairvoyance. Sachez que "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque).

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an

Validité de trois (03) mois

QUITUS FISCAL

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRO DE MATRICULE: 2012201

LE COMMISSAIRE DES IMPÔTS SOUSCRIT AINSI QU'IL :

CONTRIBUTABLE

NOM: [] PRÉNOM: []

RESIDENCE: []

ACTIVITÉ: []

ADRESSE: []

DATE: []

Fait à Lomé, le 05/01/2021

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRO DE MATRICULE: 2012201

LE COMMISSAIRE DES IMPÔTS SOUSCRIT AINSI QU'IL :

CONTRIBUTABLE

NOM: [] PRÉNOM: []

RESIDENCE: []

ACTIVITÉ: []

ADRESSE: []

DATE: []

Fait à Lomé, le 05/01/2021

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.
- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

- des marchandises importées par des contribuables inactifs ;
- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.



ARCEP

« Plus rien ne sera comme avant... »

S'il y a de ces institutions de la République qui font ces derniers temps, la part belle aux Togolais, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) en est une. Portée par une nouvelle Direction générale, l'ARCEP met de l'ordre dans les télécommunications au Togo. Tout ceci en réponse aux multiples plaintes des consommateurs.



● Michel Yaovi Galley

Par la volonté des autorités togolaises, l'ARCEP a remplacé en 2015, l'Autorité de réglementation des secteurs des postes et de télécommunications (ARTP). Malheureusement, ce n'est que maintenant que les Togolais apprécient cette importante réforme portée par Cina Lawson, Ministre des Postes et de l'économie numérique. Avec le changement, l'ARCEP dotée d'outil juridique à la modernisation et à la réglementation des secteurs des postes et télécommunication, va de plus en plus marquer son existence suite à la nomination en juin 2020, d'un nouveau Comité de Direction. Une équipe de cinq (5) membres parmi laquelle l'on retrouve Tcheyi Haringa Yaou, Col Sogoyou Cossi, Dedji Messan Awoh et Broohm Djahim. Plus tard, un décret pris le 15 octobre 2020 par le Chef de l'État, nomme Michel Yaovi Galley, en poste au Ministère de l'économie numérique, Directeur général de l'ARCEP. Une nomination qui insufflé un nouveau dynamisme à l'ARCEP, dans

son rôle d'autorité de régulation du secteur de la téléphonie et des postes au Togo.

Changer la donne

Si ce n'est un secret de polichinelle, depuis plusieurs années, le secteur de la télécommunication togolaise longtemps monopolisé par le duopole Togo Cellulaire et Moov Africa Togo, s'est toujours illustré par des coûts de communication les plus chers de la sous-région ouest africaine. A cela s'ajoute la piètre qualité des services rendus par les deux opérateurs entraînant la récrimination des usagers longtemps laissés pour compte. Mais depuis quelques mois, la situation est toute autre. Sous l'orientation de Mme Lawson et l'impulsion du Conseil d'administration, le nouveau directoire de l'ARCEP fait le ménage dans les télécommunications au Togo et veille qu'un service de qualité soit rendu aux populations. Avec pour objectif d'assurer aux populations les coûts de communication les plus accessibles et à contraindre les opérateurs à améliorer les services rendus aux usagers, l'Autorité de régulation a à maintes reprises rappelé les opérateurs Togo

Cellulaire et Moov à l'ordre. Mieux, au respect de leur cahier de charge. Rigoureuse dans sa démarche, l'ARCEP a été plus loin, en sanctionnant Togo Cellulaire d'une amende de plus d'un (1) milliard FCFA, pour non-respect d'obligation de non-différenciation des tarifs On-net/Off-net. Cette audace dont fait preuve l'institution dans l'amélioration des coûts et des services rendus aux usagers, est plutôt appréciée par les populations, qui espèrent voir l'autorité de régulation faire davantage. L'objectif à terme, sera de faire du secteur de la téléphonie au-delà des discours, un véritable moteur de développement économique des populations. Notons que l'ARCEP, venue en remplacement en 2015 à l'ARTP, a entre autres missions de gérer et de contrôler les opérateurs de téléphonies agréés par l'État, de délivrer les autorisations pour les réseaux indépendants et de gérer les fréquences radio-électroniques.

Avec gapola.net

Université de Lomé

La Police arrête des étudiants

Des étudiants de l'Université de Lomé ont été interpellés ce mardi matin, alors qu'ils faisaient des travaux dirigés (TD).

Les activités ont pourtant bien démarré dans les locaux habituels, à l'entrée Campus Nord, de sources bien renseignées. Puis soudain tout a basculé : des gendarmes ont fait intrusion dans la salle, capturant les organisateurs de TD, chassant des étudiants. Les responsables de TD arrêtés ont été conduits à la gendarmerie, puis soumis à un interrogatoire, selon les informations. Les mêmes sources soulignent que la gendarmerie justifie son acte par le fait



les étudiants et les moniteurs de TD n'ont obtenu aucune autorisation ministérielle avant la tenue des activités.

Avec icilome.com

Ligue 1

Rennes mise sur Bruno Genesio !

Après la démission de Julien Stéphan ce lundi, le Stade Rennais se cherchait un nouvel entraîneur. Le club breton est en passe de recruter Bruno Genesio, libre depuis la fin de son contrat en Chine en janvier dernier.



● Bruno Genesio sur le bord du terrain ©Maxppp

Ce lundi matin, le Stade Rennais avait décidé de faire un peu d'ombre à l'Olympique de Marseille. En effet, le club breton annonçait que Julien Stéphan, son entraîneur, avait donné sa démission qui était acceptée par ses dirigeants. Dès lors, le SRFC s'était lancé, à deux jours de la rencontre face à l'Olympique Lyonnais (ce mercredi) et quelques-uns de plus de l'Olympique de Marseille (mercredi 10 mars), en quête d'un remplaçant à son technicien. Rapidement, les regards se sont tournés vers des entraîneurs français, même si Lucien Favre, licencié du Borussia Dortmund avant

la fin de l'année 2020, était une piste suivie. Le premier nom était celui de l'ancien joueur de Rennes notamment Jocelyn Gourvennec et le second Bruno Genesio, l'ex de l'Olympique Lyonnais et qui s'était expatrié en Chine pour entraîner Cedric Bakambu du côté du Beijing Guoan. Ce dernier avait été contacté lundi.

Il a été préféré à Gourvennec

Finalement, c'est bien l'ancien de l'OL qui aurait été choisi par Nicolas Holveck (le président rennais), Florian Maurice, le directeur sportif qu'il a bien côtoyé entre Rhône et Saône, et le

propriétaire du club, François Pinault. Il aurait ainsi été préféré à Jocelyn Gourvennec, qui n'entraîne plus depuis quelque temps et qui officie désormais en tant que consultant pour Canal +, qui a récupéré très récemment la diffusion de la Ligue 1. En Chine, Bruno Genesio a coaché de juillet 2019 au 6 janvier 2021 et a remporté 24 matches sur les 40 de son équipe. En France, il a remporté 101 rencontres avec l'OL en 185 affrontements. D'après les informations de L'Équipe, il va bien succéder à Julien Stéphan, même si d'ultimes détails restaient à régler entre les deux parties. Nous pouvons d'ailleurs affirmer que l'ancien coach de l'OL est sur le point de signer jusqu'en juin 2024 avec le Stade Rennais. On observera donc très bientôt le retour de Bruno Genesio en France dans une équipe à la peine en ce moment...

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56